



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 4 mars 2014

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
et Ressources Minérales – ENV 7

Affaire suivie par : Dominique RUMEAU
N/Référ : n° 2014/260

Téléphone : 05 61 15 39 76
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : dominique.rumeau
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet : Carrière de roches massives exploitée par la société carrières BERNADETS sur le territoire de la commune d'Aurignac .

1. Demande de modification des conditions d'exploitation et de remise en état d'une carrière présentée par la société BERNADETS en date du 06 mai 2013 et complétée le 13 février 2014
2. demande de bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique 2517 pour l'exploitant

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Monsieur le Préfet a adressé, pour avis, au Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées, un dossier daté du 6 mai 2013 complété en février 2014 de la société Carrières BERNADETS relatif à la modification des conditions d'exploitation et de remise en état final d'une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune d'Aurignac. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été notifié le 2 mai 2000 pour une durée de 30 ans. Conformément à l'article 17 de l'arrêté précité l'exploitant a porté à la connaissance de Monsieur le Préfet les éléments qui vont amener les modifications envisagées.

1. contexte réglementaire

Suite à une visite de la DREAL en novembre 2012, constatant les non-conformités de cette exploitation relative à la modification du phasage et de la remise en état initialement prévue, un arrêté de mise en demeure a été pris à l'encontre de l'exploitant le 28/12/2012 imposant sous 4 mois le dépôt d'un dossier exposant les modifications dans l'exploitation du site conformément à l'article 17 de son arrêté préfectoral.

Le présent dossier a donc été transmis pour se conformer à l'arrêté préfectoral de mise en demeure et présenter les modifications d'exploitations et de remise en état du site de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

2. justification de la demande de modification

Concernant le phasage de l'extraction, différentes raisons justifient les modifications observées.

- D'une part, le rythme d'extraction a subi un certain retard, du fait d'une diminution des tonnages exploités. La conjoncture économique fait que les ventes ont clairement diminué ces dernières années.
- D'autre part, l'exploitant a choisi de mener prioritairement l'extraction du site dit « Sauterne 1 » voisin du site objet de ce rapport avant la fin de son autorisation.

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de l'Ariège– 4, Avenue Didier Daurat – BP 331

31 776 COLOMIERS Cedex

<http://www.midi-pyrenees.pref.gouv.fr>

- Enfin, l'extraction a montré que des zones stériles ou de mauvaises qualités (zone de magnésie et une veine de terre), méconnues, existaient dans le gisement. Cette méconnaissance du gisement a conduit à le surestimer et à concevoir un plan d'exploitation inadapté aux réalités du terrain.

Au final, la priorité de l'exploitation a été de retrouver le gisement de qualité et la remise en état a été repoussée afin de pouvoir en préciser la géométrie de manière plus cohérente et en adéquation avec la réalité du terrain.

3. nature des modifications envisagées par l'exploitant

Les modifications portent donc sur le phasage de l'extraction, la remise en état et les garanties financières par voie de conséquence.

Par rapport aux articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la demande de modification porte sur les éléments suivants:

- article 16.2.4 de l'arrêté initial portant sur le phasage et les fronts de taille
- article 17, 17.1 à 17.5 de l'arrêté initial portant sur les modalités de remise en état,
- article 3 de l'arrêté du 22 avril 2003 relatif aux garanties financières.

Les grandes orientations des conditions d'exploitation prévues au dossier restent identiques: exploitation sur 30 ans, périmètre inchangé.

Caractéristiques générales de l'autorisation de la carrière

La carrière de 36 ha est autorisée pour 30 ans jusqu'en 2030 sur un tonnage moyen de 250 000 t/an. Le sommet de la carrière de roche massive calcaire menée à flanc de montagne correspond à la ligne de crête à une altitude maximale de 490 m. Le bas de la carrière correspond à la route départementale 635 à la côte 415. L'exploitation se fait par gradins de 15 m entre les niveaux supérieurs et inférieurs en descendant. L'état final prévoit une géométrie de banquettes et gradins larges d'au moins 35 m . Le dernier gradin à la côte 425 s'étend sur 100 de large. Un vieillissement artificiel, des plantations aux endroits stratégiques sont prévus.

4. Objet de la modification

projet d'exploitation

Le nouveau projet prend en compte la zone centrale de stériles terreux et la formation stérile sous-jacente (magnésie) faiblement incliné au sud.

- L'ensemble de la partie haute de l'exploitation sera rendu homogène, seule la partie est a été exploitée, tout en tenant compte de la zone centrale de stériles terreux. Pour ce faire, deux zones d'extraction de part et d'autre de la zone stérile seront menées durant 5 ans .
- La carrière sera exploitée du haut vers le bas en créant des niveaux sur toute la largeur Est-Ouest. Deux niveaux seront créés pour les nécessités de l'exploitation aux côtes 432 et 425-423. Afin d'optimiser la récupération du gisement, les fonds de fouille seront à terme ramenés au mur du gisement suivant la pente de moins en moins inclinée vers le bas. Le dernier niveau d'exploitation, à la cote 425-423 sera laissé en plate forme horizontale.
- Les calcaires altérés issus du décapage serviront au remblaiement.

projet de réaménagement

L'exploitation du calcaire met à nu des surfaces minérales à dominantes blanches. Le projet de réaménagement vise à limiter l'existence de ces surfaces minérales par la création de pelouse calcaire. Des zones d'affleurement rocheux sous forme de falaises seront conservées pour favoriser la biodiversité locale grâce à une avifaune inféodée à ce type de milieu.

- L'exploitation du calcaire créant un fond de fouille sous la forme d'une surface inclinée vers le sud-est sans alternance de banquettes et gradins sera recouverte de matériaux meubles sur 70 cm environ sans rupture de pente. Puis de la terre végétale et des stériles de découverte seront régales pour permettre une reprise rapide de la végétation.
- Dans la partie haute de la carrière , un remodelage par un apport de remblai en masse et non plus en surface permettra d'adoucir les pentes plus abruptes et les fronts de calcaire. Des risbermes d'une largeur de 5 m seront maintenues en place pour conserver des accès dans la partie haute de la zone réaménagée.
- Les talus et banquettes d'orientation nord-sud et les fronts d'entrée en terre Est-Ouest en limite Est

resteront en l'état.

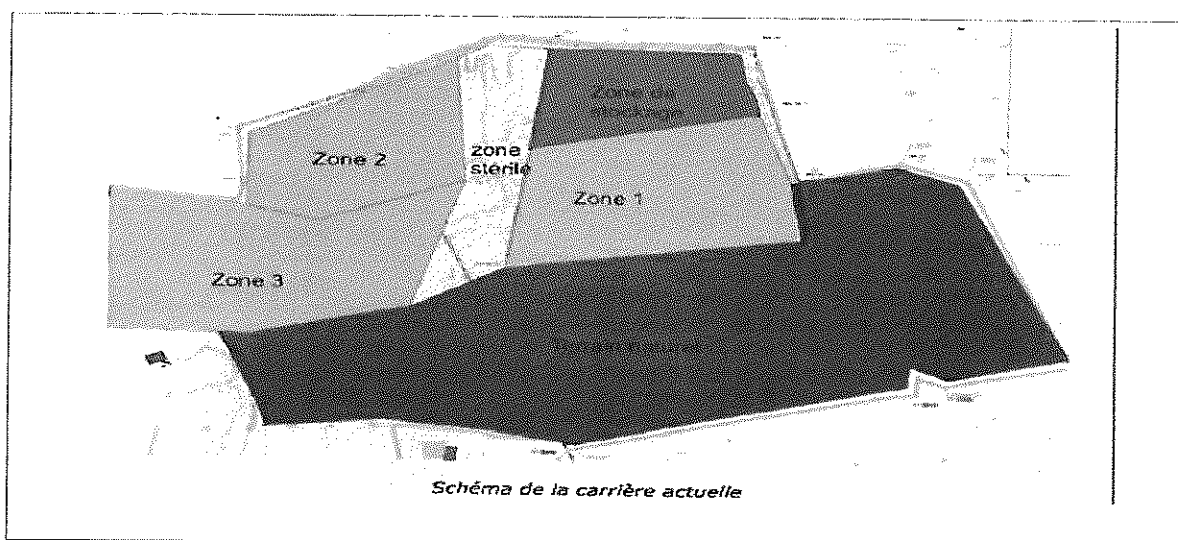
- Sur la plate -forme du niveau 425-423, la végétation reprendra ses droits sous forme de prairie calcicole, un habitat particulièrement intéressant pour sa flore.
- La zone haute remblayée sera végétalisée par enherbement et plantation d'arbustes. Les espèces choisies seront adaptées à la flore locale et au substratum.
- La pente douce du fond de carrière réaménagée sera enherbée afin de limiter les phénomènes de ruissellement.
- Au pied des fronts conservés apparents, une surépaisseur de remblai sera poussée en butte sur 3 à 5 m et quelques arbustes seront plantés.

Au final, le projet de réaménagement diffère essentiellement par

- la création d'une pente principale unique plus proche de la topographie initiale au lieu de l'alternance de banquettes et de gradins,
- la création en partie basse, d'une plate-forme de pelouse calcaire au niveau 425-423 environ.

Projet de phasage

Le phasage se décompose en 3 phases de 5 ans et une phase de 2 ans.



Par rapport à la situation actuelle de la carrière, le phasage peut s'établir comme suit:

phase 1 (0-5 ans)

Décapage	Remise en état	exploitation
Terminer la zone 2	Zone de stockage	Zone 1
Zone 3 (3,3 ha)	Zone de stockage	Zone 1 jusqu'à 447 et zone 2 jusqu'à 457
Sur toute la longueur de l'exploitation jusqu'à la cote 432	Haut de la zone 2	Zone 3 jusqu'à 442

Phase 2 (5-10 ans)

Décapage	Remise en état	exploitation
Campagne annuelle correspondant à une longueur de 150 m environ	Bas de la zone 2 haut de la zone 3 bas des zones 3, 2 et 1	Descente jusqu'au mur de la partie haute et création d'un niveau à 432

phase 3 (10 – 15 ans)

L'exploitation se poursuit du niveau 432 à 425-423 d'est en ouest. A l'est, l'exploitation d'une nouvelle zone est commencée jusqu'au niveau 432. Les matériaux de décapage sont déplacés vers la partie est de la carrière. Ils viennent recouvrir une partie de la plate forme 425-423 environ.

Phase 4 (15-17 ans)

Le tonnage à extraire est faible 165 000 t. A l'est le carreau est ramené de 432 à 425-423. le niveau 425-423 à l'ouest permet l'accès à la zone d'exploitation. Les merlons périmétriques sont arasés. En pied des fronts, les arbustes sont plantés. Le niveau 425-423 est nivelé pour permettre une reprise naturelle d'une pelouse calcaire.

Modifications des garanties financières

Le changement des conditions de remise en état telles que décrites ci-dessus imposera une modification des garanties financières, les surfaces en travaux pour chaque phase variant par rapport au projet initial.

Par rapport au calcul des montants des garanties financières déjà réalisé, ceux-ci seront donc adaptés en tenant compte d'une part de l'augmentation de la surface en exploitation (accueil et mise en dépôt), et d'autre part de l'actualisation du mode de calcul en fonction de l'arrêté du 24/12/2009.

Période quinquennale	Montant des garanties financières
Année 1-5	524 793 €
Années 6-10	505 583 €
Années 11-15	424 908 €
Années 16-17	181 014 €

Calculé avec l'indice TP01 de décembre 2012: 702,1

5. Incidence du projet

5.1 Impacts paysagers

La carrière est située à flanc de montagne et dans un environnement boisé. Son impact visuel est donc surtout lié à la mise en exploitation des parties hautes et à la mise à nue des surfaces minérales à dominante blanche, dans un contexte boisé verdoyant.

A court terme

D'un manière générale, l'impact visuel et l'intégration dans le paysage du projet ne seront que peu modifiés par rapport à la demande précédente. En effet, les limites latérales et le principe d'exploitation du haut vers le bas sont conservés.

Par contre, le fait d'avoir pris du retard sur le réaménagement et le projet actuel de remise en état impliquent une augmentation notable des surfaces en travaux comprenant les surfaces exploitées, les surfaces en cours de réaménagement et les surfaces décapées. Ceci sera sensible sur la partie haute visible depuis l'extérieur durant la première phase quinquennale. Cette partie sera progressivement réaménagée.

A moyen et long terme

Une fois la partie haute réaménagée, la mise en place de talus et le maintien d'une bande boisée en bas de pente permettra de garantir un écran visuel entre la route départementale qui dessert Aurignac et la carrière.

Au final, l'impact paysager sera augmenté durant la première phase quinquennale pour ensuite rester identique sur les autres phases par rapport à la précédente demande.

5.2 Autres impacts

En matière d'impacts sur les eaux superficielles ou souterraines, sur le voisinage, sur la sécurité, les modifications envisagées n'ont pas de conséquence par rapport au précédent projet.

En matière d'impact sur le milieu naturel, la modification envisagée a une conséquence positive par rapport au précédent projet avec la création de nouveaux milieux favorables à la biodiversité.

Les pelouses calcaires sont des milieux à la fois originaux car ils fabriquent une flore et une faune

particulière riche en espèces. Ce biotope permet le développement d'espèces végétales inféodées, devant se contenter d'un sol pauvre et d'un faible apport d'eau. Il héberge un habitat naturel qui compte parmi les plus riches en nombre d'espèces animales et végétales mais aussi parmi les plus menacées actuellement en Europe et en France.

Les affleurement rocheux à l'est et l'ouest sous forme de falaises sont rares dans ce secteur. Ils constitueront un faciès nouveau favorable à une avifaune inféodée et à ce type de milieu rupestre.

6. Accord sur la remise en état

Les maires des communes d'Aurignac, Alan et le propriétaire des terrains la SCI Bernadets ont été consulté par l'exploitant et ont donné leur accord sur le projet de réaménagement.

7. Procédure applicable

Au regard des dispositions de l'article R512-33-II du Code l'Environnement, les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière peuvent être considérées comme non substantielles. Aussi, la demande présentée par la société Carrières Bernadets peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté d'autorisation d'exploiter en vigueur du 2 mai 2000. Il est pris sur proposition de l'inspection des installations classées conformément à l'arrêté R512-31 du Code de l'Environnement et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, « formation spécialisée carrières ».

8. demande de bénéficier des droits acquis au titre des rubriques 2517 et 215 pour l'exploitant

La société Carrières Bernadets exploite également une station de transit de produits minéraux par arrêté préfectoral depuis l'origine puisque en attente de commercialisation les produits minéraux sont stockés sur le périmètre de la carrière. Cette activité traditionnellement complémentaire des extractions de matériaux ne faisait pas partie du périmètre des rubriques sollicitées par les exploitants, il est vrai que l'ensemble des prescriptions stipulées dans les arrêtés d'autorisation couvraient également la prévention des nuisances de ce type d'activité.

En raison de la modification de la nomenclature; la société sollicite désormais le bénéfice de l'antériorité pour cette installation soumise désormais à autorisation.

L'article L 513-1 du code de l'environnement stipule que la demande du bénéfice de l'antériorité doit intervenir dans l'année suivant la modification de la nomenclature. Dans le cas présent, la demande a été transmise le 7 novembre 2013 et le changement de la nomenclature est intervenu le 26 novembre 2012. La demande de l'exploitant fournit les éléments exigibles à l'article R 513-1.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne d'accorder le bénéfice de l'antériorité à la société Carrière Bernadets pour son installation de produits minéraux classée sous la rubrique 2517 au régime de l'autorisation.

L'arrêté préfectoral joint met donc à jour les activités classées soumis autorisation du site en rajoutant la station de transit de produits minéraux classée sous la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées. La puissance installée des installations de broyage, concassage... déjà soumises à autorisation et réglementées dans l'arrêté préfectoral initial est également mise en jour puisque actuellement la puissance installée est supérieure à 550 kW seuil du régime d'autorisation.

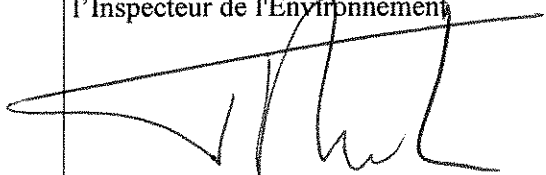
9. Propositions – Conclusion

- Compte tenu des arguments présentés par l'exploitant dans son dossier,
- compte tenu du faible impact généré par le projet de modification des conditions d'exploiter et de remise en état du site,
- compte tenu de l'impact positif sur la biodiversité de la nouvelle forme de remise en état proposé par l'exploitant,

nous proposons de donner un avis favorable à la demande présentée par la Société Carrières Bernadets. En

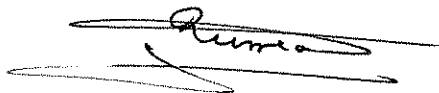
conséquence nous soumettons le projet d'arrêté préfectoral, ci-joint, qui modifie, complète et remplace certaines dispositions des arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter relatifs aux conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, « Formation Spécialisée Carrières ».

Vérifié, et validé le 03/03/2014
l'Inspecteur de l'Environnement

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Thierry Redonnet', written over the text of the signature line.

Thierry REDONNET

l'Inspecteur de l'Environnement

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Dominique Rumeau', written over the text of the signature line.

Dominique RUMEAU